



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,1802>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 761 - novembre 1978 -

Date de mise en ligne : lundi 8 septembre 2008

Date de parution : novembre 1978

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

R. BARRE fait reposer toute sa stratégie économique sur les deux postulats suivants :

- pour créer des emplois, il faut que les entreprises recommencent à investir ;
- pour que les entreprises investissent, elles doivent disposer de meilleurs moyens financiers.

D'où la libération des prix industriels, le freinage des salaires, la réévaluation des bilans des sociétés, et autres mesures destinées à reconstituer les marges ou les fonds propres des entreprises.

Ces mesures se sont effectivement révélées efficaces puisque, selon le rapport du gouvernement, l'excédent d'exploitation des sociétés privées augmentera en 1978 de 19 % et que, compte tenu d'une plus faible imposition des bénéfices, le revenu brut de ces sociétés se sera accru cette année d'environ 46 %.

Mais malgré tous ces nouveaux avantages, les investissements du secteur privé n'ont pas repris. Et nos brillants économistes s'interrogent...

Comme s'il n'était pas évident que ce que tout bon chef d'entreprise recherche, c'est avant tout de faire le maximum de profit.

Alors pourquoi investir dans des technologies nouvelles et coûteuses dont la rentabilité à court terme n'est pas assurée quand on peut s'assurer de solides bénéfices en profitant simplement de la générosité du gouvernement « libéral avancé » ?

Il faut d'ailleurs être le premier économiste de France, pour penser encore que l'investissement dans les technologies modernes crée des emplois. Voyons plutôt ce qu'en pensent des gens sérieux comme le professeur Wassily Léontief, prix Nobel d'économie, qui écrivait dans la « Revue de l'Entreprise » de mai 1978

« Il est incontestable que les machines vaincent la main-d'oeuvre. Mais de nombreux théoriciens en économie se sont empressés de préciser que cela n'implique pas pour autant que la demande totale de main-d'oeuvre et d'emploi considérablement diminue. Et d'ajouter qu'un nombre égal, voire plus important, de nouveaux emplois sera nécessairement créé dans l'industrie des machines et les branches annexes.

Mais est-ce réellement le cas ?

La réponse est négative : car effectivement, les technologies et machines nouvelles, introduites parce qu'elles permettent de diminuer les coûts de production, réduisent la demande totale de main-d'oeuvre, c'est-à-dire le nombre total d'emplois disponibles dans tous les secteurs de l'économie, à n'importe quel prix donné de la main-d'oeuvre, c'est-à-dire à n'importe quel taux salarial...

« Prévoir que les travailleurs vaincus par des machines trouveront inévitablement de l'emploi, pour construire ces mêmes machines n'a pas plus de sens que de s'attendre à ce que les chevaux remplacés par des véhicules mécaniques puissent être utilisés directement dans les différentes branches de l'industrie automobile ».

Léontief montre ensuite que la méthode qui consiste à vouloir créer ou conserver des emplois en accroissant les investissements a des limites bien précises : « Le taux d'investissement nécessaire à cet effet risque d'être tellement élevé qu'il n'en restera que fort peu pour la consommation courante. Dans sa poursuite du plein-emploi par un volume sans cesse croissant d'investissement productif, la société se retrouverait finalement dans la situation du miséreux qui se prive du minimum tout en épargnant et ce nonobstant son revenu annuel augmentant régulièrement.

C'est exactement ce qui pourrait se produire à la longue sous la pression incessante du progrès technologique si on laisse - espérons que ce ne sera pas le cas - les forces ébridées d'une concurrence acharnée déterminer le fonctionnement du marché du travail et les conditions d'emploi...

Une solution réside dans l'écoulement du travail par le moyen de la réduction du nombre d'heures travaillées par semaine et de jours de travail par année. Des loisirs accrus - tout un chacun étant assuré d'un emploi stable - peuvent grandement contribuer au bien-être général dans une société développée tel a été le cas dans le passé, et tel peut certainement être le cas dans l'avenir ».

*

Tout cela n'empêche guère le Premier ministre qui considère que les propositions de réduction de la durée du travail ne font que « déchaîner l'hilarité générale ». Merci pour les chômeurs. Ce qui n'empêche pas que d'après le dernier rapport gouvernemental le chômage continuera à croître. Rien d'étonnant à cela puisque le gain de productivité attendu pour 1978 sera de l'ordre de 4,3%. Si, comme on l'a vu plus haut, le revenu brut des sociétés privées s'est considérablement accru en 1978, il n'en a pas été de même pour les ménages. Leur revenu n'aura augmenté que de 13,4% à cause du tassement des salaires et de l'alourdissement des impôts. Dans ces conditions, il paraît peu probable que la consommation des ménages puisse s'accroître considérablement, de sorte que l'on revient toujours au même point : pourquoi investir puisque nos capacités de production ne sont utilisées qu'à 83% ?

*

Nos gouvernants (et le patronat) ne manquent pas une occasion pour dire tout le mal qu'ils pensent des secteurs publics et nationalisés qu'ils accusent de n'être pas rentables, et de dilapider les deniers du contribuable. Mais en même temps cela ne les empêche pas d'inciter vigoureusement les entreprises nationalisées à investir pour rassurer la conjoncture : entre 1970 et 1978, les investissements dans le secteur nationalisé ont augmenté trois fois plus vite que ceux des firmes privées. C'est finalement grâce aux entreprises publiques et nationalisées que la dépression ne s'est pas accentuée. Ce sont elles qui sont devenues le moteur de l'économie française, mais ce sont les entreprises privées qui font l'objet de la sollicitude gouvernementale.

*

Aux Etats-Unis, champions du « libéralisme économique », il est prévu que les effectifs du secteur public passeraient de 8 353 000 en 1960 à 19 350 000 en 1985. L'accroissement sera très important dans le domaine des services et des communications. En France, le gouvernement freine au maximum le recrutement dans le secteur public et réduit les dépenses d'équipement de l'Etat (-10% pour l'éducation nationale, - 15 % pour le cadre de vie, - 1 % pour les transports terrestres, etc.).

*

A un congrès d'informaticiens qui s'est tenu à Toronto au printemps dernier, un économiste ouest-allemand a déclaré : « Aujourd'hui, 40% des cols blancs au chômage et 20 % des ouvriers sans emploi le sont à cause de l'informatisation qui explique 15 % des suppressions d'emploi depuis 1970 ».

En conclusion du débat, le président de la session a souligné que les règles économiques traditionnelles ne fonctionnaient plus et « qu'il fallait développer de nouvelles attitudes à l'égard de l'emploi ».